



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Lundi 20 juin 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Communiqué du Conseil des ministres

Une réunion du Conseil des ministres s'est tenue dimanche sous la présidence du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des forces armées, ministre de la défense nationale.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

PLFC 2022: révision de la teneur du texte suivant une vision "rationnelle"

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres au cours de laquelle il a ordonné la révision de la teneur du projet de loi de finances complémentaire (PLFC) 2022, suivant une vision "réaliste et rationnelle" qui préserve l'équilibre macro-financier de l'Etat et les acquis sociaux institués par l'Etat en faveur des citoyens", indique un communiqué de la Présidence de la République.

DÉBAT AUTOUR DE LA POLITIQUE DE RÉFORME DE L'AIDE SOCIALE À L'APN : Le montant des subventions a dépassé les 5000 milliards de dinars annuels

Les subventions sur les produits de base dépassé les 5000 milliards de dinars en 2021, selon le directeur général du Budget au ministère des Finances, Faïd Abdelaziz, qui intervenait samedi à l'occasion d'une journée parlementaire à l'Assemblée populaire nationale (APN), organisée par le groupe parlementaire du Front El Moustakbal sur l'accompagnement par le Parlement de la politique de réforme de l'aide sociale.

Plaidant en faveur d'une politique qui viendrait en aide à ceux qui en auraient véritablement besoin, sur laquelle planche actuellement le gouvernement, il a affirmé que l'Etat algérien contribuait, par son intervention sur le plan socioéconomique, au renforcement de la solidarité sociale et à la protection des catégories vulnérables (notamment les personnes aux besoins spécifiques et celles à faible revenu) contre toute forme de vulnérabilité et de pauvreté, tout en contribuant au développement de l'économie nationale, à travers la promotion des investissements.

Cette intervention, a-t-il ajouté, se traduit par les dispositifs d'aide et les transferts sociaux, scindés en «subventions directes puisées du budget de l'Etat, comprenant essentiellement les transferts sociaux», d'une part, et en «subventions indirectes consistant en les recettes non recouvrées auxquelles l'Etat renonce sous forme d'incitations fiscales, d'avantages commerciaux et de subventions sur les prix des produits énergétiques», d'autre part.

Ces subventions directes et indirectes épousent deux formes à leur application : «subventions ciblées» (habitat, santé, retraites) et «subventions généralisées» (subventions sur les prix des produits de base, des produits alimentaires et énergétiques et de l'eau). Le total des subventions directes et indirectes oscillait, durant la période allant de 2018 à 2021, entre 3900 et 5130 milliards de dinars, dont 56% de subventions généralisées (2800 milliards).

En 2021, le total des subventions directes et indirectes a atteint environ 5131 milliards de dinars, soit l'équivalent de 23% du PIB, selon les explications de Faïd Abdelaziz, qui a précisé que les subventions généralisées s'élevaient à 62% du total de ces subventions, soit près de 3181 milliards de dinars (14% du PIB).

RÉPARTITION DES SUBVENTIONS

S'agissant de la répartition des subventions par nature en 2021, le responsable a souligné que les subventions généralisées se sont déclinées comme suit : 87% des subventions indirectes et 13% de subventions directes, la valeur des subventions directes ayant atteint 402 milliards de dinars, contre 2779 milliards de subventions indirectes, dont 96,5% allouées pour subventionner les prix des produits énergétiques, localement commercialisés.

Quant à la répartition des subventions généralisées par type de produit durant la même année, M. Faïd a fait savoir que 85% avaient été alloués pour subventionner les prix des produits énergétiques (soit l'équivalent de 2703,8 milliards de dinars), 13% (413,6 milliards) pour les prix des produits alimentaires et 2% (63,6 milliards) pour ceux de l'eau.

«Compte tenu de l'importance des fonds alloués pour subventionner les produits énergétiques sous forme de subventions indirectes et directes, il convient de noter que l'Algérie a occupé la première place mondiale en matière de prix du GPL carburant, la deuxième après l'Iran en ce qui concerne le gaz naturel et la cinquième pour les prix des carburants (essence et gasoil)», a-t-il ajouté.

Rien qu'en 2021, le prix moyen de vente de pétrole sur les marchés internationaux était de sept fois supérieur à celui appliqué localement, selon l'intervenant, d'autant que le prix à l'exportation s'élevait à 72,3 dollars/baril, contre 10,27 dollars/baril cédé aux raffineries locales.

Il précise que le prix moyen de vente du gaz naturel sur les marchés internationaux était 30 fois supérieur à celui appliqué au niveau local, le prix à l'exportation a atteint 5,8 dollars par unité de mesure du gaz naturel, contre 0,19 dollar localement. A ses yeux, «les subventions sur les produits de base sont généralisées et ne font pas de distinction entre ménages riches et ménages pauvres», et la multiplicité et la complexité des dispositifs actuels de subventions publiques généralisées rendent difficile un contrôle efficace.

D'après son évaluation, environ 152 milliards de dinars/an de subventions publiques (liées aux produits alimentaires) destinées essentiellement aux ménages «sont interceptés par d'indus intermédiaires». Il faut rappeler, à ce propos, que le gouvernement a lancé une réforme du système des subventions publiques généralisées, suscitant néanmoins les craintes des ménages algériens – notamment de la classe moyenne – déjà rudement éprouvés par l'augmentation des prix. A ce propos, les députés présents à cette journée parlementaire ont insisté sur l'importance d'associer tous les acteurs pour enrichir le débat autour de la politique de l'aide sociale ciblée, et proposer des solutions et des méthodes pour réorienter l'aide sociale.



Alliance Assurances annonce une hausse de 2% de son chiffre d'affaires à l'issue de son Assemblée Générale Mixte

Lors de son Assemblée Générale Mixte, réunie en session Ordinaire et Extraordinaire, jeudi 2 juin 2022 au niveau de son siège social basé au centre des affaires, El Qods, Chéraga, Alliance Assurances a présenté le bilan de ses activités de l'année 2021. Sous la présidence du Président du conseil d'administration, M. Hassen Khelifati, les Assemblées Générales se sont déroulées en présence des actionnaires, des administrateurs, des commissaires aux comptes, de **représentants de la COSOB, de la bourse d'Alger, des banques** ainsi que des cadres de la Compagnie.

Lors de cette réunion, les managers d'Alliance Assurances ainsi que le conseil d'administration ont exposé la situation de la Compagnie ainsi que celle du marché. À l'issue de l'Assemblée, Alliance Assurances a annoncé des résultats financiers positifs relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2021. « 2021 fut une année éprouvante à tous les niveaux, en raison de la pandémie.

Nous déplorons la perte d'ami(e)s, de collègue(e)s, de membres de la famille. Nous avons passé des moments très angoissants et pénibles. Nous pensons toujours à eux ; à leurs familles et à tous les Algériens ayant supporté la perte de vies humaines. Ceci n'a pas été sans conséquences aussi, sur la crise économique et sur notre marché. Ce dernier a durement été impacté par le confinement et toutes les restrictions qui en ont découlées », s'est tristement remémoré M. Khelifati lors de l'Assemblée. Dans le rapport de gestion de la Compagnie, rendu public le 25 avril dernier, il est fait mention d'un chiffre d'affaires de 4.823 milliards DZD (vs 4.728 milliards DZD en 2020), soit une croissance évaluée à 2%.

Quant au marché, globalement, il a enregistré une croissance de + de 4,8 % avec un recul en automobile de - 3,8 %. Le marché a été tiré par la branche IARD notamment la réassurance internationale qui a réajusté ses tarifs à la hausse (plus de 30 et 40 %) pour la couverture des grands risques nationaux.

Une analyse plus fine des branches nous indique que tout ce qui relève du local a régressé en raison du dumping et du non-respect des tarifs minimums et cela s'applique sur toutes les branches. S'agissant du résultat, il est de 502 millions DZD (vs 481 millions DZD en 2020), soit une croissance de 4.5%. En ce qui concerne les dividendes à distribuer, la valeur du dividende par action a été fixée à 35 DA (vs 32 DA en 2020) soit un rendement annuel de plus de 9 % net par rapport au cours de l'action actualisé.

Ces dividendes seront mis en paiement dans les délais réglementaires, à savoir avant le 30 Septembre 2022. Il convient de souligner que l'action d'Alliance Assurances connaît une forte demande et sa valeur a connu une hausse au cours de l'année (près de 60 %) par rapport à la même période de l'année 2021. Ainsi, Alliance Assurances continue de créer de la valeur pour ses actionnaires et le marché boursier, en impulsant une dynamique régulière.



[Réunion, hier, du Conseil des ministres : La LFC 2022 retoquée](#)

L'autre texte qui retient l'attention des observateurs est celui présenté par le ministère de la Défense nationale relatif à la réserve militaire. Réuni, hier, sous la présidence du chef de l'État, le Conseil des ministres a retoqué la mouture du projet de loi de finances complémentaire 2022.



Réforme de l'aide sociale : Quand le Parlement prend les devants

Les subventions sur les prix des produits de base profitaient aussi bien aux ménages pauvres qu'aux riches. Mettant à l'ordre du jour la nécessité de se diriger vers un ciblage étudié des transferts sociaux, pour accompagner et soutenir l'élan et la nouvelle vision économique, une journée parlementaire a été organisée par le Front El Moustakbel sous le thème: «Accompagnement, par le Parlement, de la politique de réforme de l'aide sociale». À ce titre, le directeur général du budget au ministère des Finances, lâaziz Faïd a affirmé, samedi à Alger, que «les subventions destinées à l'aide sociale avaient dépassé les 5 000 milliards de dinars en 2021. Les subventions pour les prix des produits de base profitaient aussi bien aux ménages pauvres qu'à ceux riches».



Le SG du FLN jette un pavé dans la mare : «Des forces veulent saborder le projet du président»

La tentative s'inscrit en droite ligne des visées des forces néocolonialistes et leurs agents et mercenaires qui à l'intérieur qui à l'extérieur du pays. Le secrétaire général du FLN, Abou El Fadhl Baâdji, a, dans une récente déclaration, fait état de «tentative de sabotage par certaines forces du projet du président de la République, Abdelmadjid Tebboune». Baâdji a appelé les patriotes et les forces du progrès à se «mobiliser autour du projet du président de la République et le soutenir sans aucune condition». Certes, l'initiative de la «main tendue», décidée par le président Tebboune, dérange certains cercles hostiles à l'indépendance et la souveraineté de l'Algérie.



LE PRÉSIDENT A DONNÉ INSTRUCTION EN CONSEIL DES MINISTRES : Pas de nouvelles taxes dans le PLFC-2022

Comme il fallait s'y attendre, le Conseil des ministres présidé, hier, par Abdelmadjid Tebboune, a examiné le projet de Loi de finances complémentaire pour 2022. Selon un communiqué de la présidence de la République publié en soirée d'hier, après avoir pris connaissance des grands axes autour duquel a été élaboré le texte du Gouvernement, le président de la République, comme pour épargner les ménages davantage de dépenses pouvant affecter leur pouvoir d'achat, a ordonné d'exclure, dans le PLFC-2022, l'incorporation de toutes nouvelles taxes.

[ALLOCATION POUR LES CHÔMEURS, VEUVES ET ORPHELINS : Le PLFC prévoit de nouvelles mesures](#)

Le président de la république, Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier une réunion du Conseil des ministres consacrée à l'examen et à l'adoption de projets de loi, ainsi qu'à des exposés relatifs à plusieurs secteurs.

[ALORS QUE L'ÉTAT A CONSENTI 5 000 MILLIARDS DE DA À L'AIDE SOCIALE EN 2021 : Les subventions profitaient aussi aux riches !](#)

Le directeur général du budget au ministère des Finances, Faïd Abdelaziz, a fait savoir que les subventions destinées à l'aide sociale avaient dépassé les 5 000 milliards de dinars en 2021 précisant que les subventions sur les prix des produits de base profitaient aussi bien aux ménages pauvres que riches. Intervenant samedi lors d'une journée parlementaire à l'APN, le même responsable a affirmé que l'intervention de l'État sur le plan économique et social se traduit par les dispositifs d'aide et les transferts sociaux, scindés en subventions directes puisées du budget de l'État, comprenant essentiellement les transferts sociaux, d'une part et en subventions indirectes consistant en les recettes non recouvrées auxquelles l'Etat renonce sous forme d'incitations fiscales, d'avantages commerciaux et de subventions sur les prix des produits énergétiques, d'autre part.



[Le Président Tebboune en Conseil des ministres : «Aucun nouvel impôt dans la LFC 2022 »](#)

Présidant ce dimanche une réunion du Conseil des ministres, le Chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, a préconisé de revoir la Loi de finances complémentaire 2022 selon une « vision pragmatique et rationnelle qui sera garante de la préservation des grands équilibres de l'Etat ». La LFC, précise un communiqué du Conseil des ministres, «devra prendre en compte la façon à combler au manque de ressources en se basant sur l'impact de la LF 2022 ».



[Le caractère social de l'Algérie confirmé par les chiffres : Plus de 5 000 milliards DA de subventions en 2021](#)

L'Algérie est un état social. **Cela est bien connu mais les déclarations faites ce dimanche par le Directeur général du Budget au ministère des Finances, Farid Abdelaziz,** viennent confirmer la volonté du président de la République de maintenir cet état de fait malgré la situation difficile que le pays a traversé en raison notamment de la crise sanitaire mondiale. «Les subventions destinées à l'Aide sociale avaient dépassé les 5 000 milliards de dinars en 2021», a fait savoir M. Faïd Abdelaziz, précisant que les subventions sur les prix des produits de base profitaient aussi bien aux ménages pauvres que riches.



[Un dossier bien compliqué](#)

S'il reconnaît la nécessité de réformer les mécanismes de l'aide sociale, du reste confirmée par la loi de finances 2022, le président de l'APN, Brahim Boughali, n'avance aucun délai ou une date précise pour passer à l'application d'un nouveau système qui vise à supprimer les subventions généralisées et passer vers des subventions ciblées, ou orientées aux véritables bénéficiaires, en l'occurrence les classes vulnérables. Est-ce un signe que le délai de la fin d'année en cours pour appliquer ce nouveau mécanisme d'aide sociale ne peut pas être respecté ?



[Moins d'impôts pour les personnes à faibles revenus : Conseil des ministres](#)

L'examen et le débat du projet de loi organique relative aux associations et du projet de loi de Finances complémentaire 2022 (PLFC), ainsi que d'autres exposés dont la révision des programmes éducatifs et du manuel scolaire, et les préparatifs du 60ème anniversaire de l'indépendance, ont été à l'ordre du jour du Conseil des ministres réuni hier sous la présidence du Président Abdelmadjid Tebboune.

Mme Neghza revient sur l'audience accordée par M. Tebboune aux organisations patronales : «L'avènement d'une nouvelle gouvernance économique»

La dynamisation du processus de l'investissement, qu'il soit national ou étranger, l'accélération de la mise en œuvre du programme de relance économique dans un esprit de mobilisation de l'ensemble des acteurs concernés ont constitué les principaux thèmes abordés, lors de l'audience qu'a accordée le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, jeudi dernier, à des représentants des organisations patronales.



LFC 2022: Tebboune ne veut pas de taxes supplémentaires

La nouvelle mouture du projet de loi de finances complémentaire a été renvoyée pour révision par le Conseil des ministres, présidé ce dimanche 19 juin par le président de la République Abdelmadjid Tebboune.



Subvention des produits énergétiques : 85% du budget consacrés au soutien des prix en 2021

Les produits énergétiques ont pris la part du lion dans le budget alloué aux subventions. Ils dépassent de très loin la part des subventions aux prix des produits alimentaires ou autres. Selon le directeur général du budget au ministère des Finances, Faïd Abdelaziz, « suivant la répartition des subventions globales par type de produit au cours de l'année 2021, 85% ont été alloués pour soutenir les prix des produits énergétiques ». Soit, 2 703,8 milliards de dinars, a-t-il ajouté.



Réforme des subventions publiques : Chiffre mastodonte et casse-tête parlementaire

Le dossier de la refonte des subventions de l'Etat, qui est à chaque fois remis sur la table depuis des années, anime les débats actuels aussi bien de la classe politique que sociale. Les pouvoirs publics, pour leur part, continuent d'expliquer les raisons de leur démarche de vouloir revoir ce dossier de fond en comble en ce qui concerne les subventions généralisées notamment.



[L'Algérie autorisée à souscrire aux actions de la Banque africaine d'import-export](#)

Le décret présidentiel n° 22-222 du 14 juin 2022 autorisant la souscription de l'Algérie aux actions de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank), au titre de son adhésion à cette institution, a été publié au journal officiel n°40.



[Plus de 5.000 milliards de dinars de subventions destinées à l'Aide sociale en 2021](#)

« Les subventions destinées à l'Aide sociale avaient dépassé les 5.000 milliards de dinars en 2021 », affirme samedi Faïd Abdelaziz, Directeur général du Budget au ministère des Finances, rapporte ce dimanche 19 juin la Radio nationale chaîne 3.



[Rachid Sekak, économiste, spécialiste financier : « La digitalisation est cruciale pour la modernisation du secteur bancaire »](#)

A des fins didactiques et de vulgarisation, le spécialiste présente dans cet entretien des clarifications sur les concepts de digitalisation et de transformation digitale, avant de souligner son apport à la modernisation du secteur bancaire algérien. Il suggère des pistes pour accélérer la transformation digitale en Algérie

Reporters : Depuis quelques années, on parle beaucoup de digitalisation et de transformation digitale, de quoi s'agit-il ?

RACHID SEKAK : C'est effectivement dans l'air du temps. Ces deux expressions sont à la mode. Elles représentent souvent des fourre-tout souvent incompris et qui font quelquefois peur.

La Banque NATIXIS dans sa revue « IMPULSION » relève que cela renvoie une révolution technique : la technologie numérique qui permet de codifier l'information (0-1) (le format binaire), de la stocker et de la faire circuler à grande vitesse. Cette révolution technique est aussi devenue une révolution culturelle. En effet, nous sommes à présent dans un monde où la vitesse d'accès à l'information et surtout la transparence ont été grandement modifiées.



ألزم الحكومة بحزمة من القرارات الهامة.. الرئيس تبون يأمر: لا زيادة في الأسعار ولا ضرائب على أصحاب الدخل المحدود

أمر رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، الحكومة بإعادة النظر في مشروع قانون المالية التكميلي لهذه السنة، بمراعاة مجموعة من الشروط حفاظا على القدرة الشرائية للمواطن، وفيما ثَمَّن مضمون مشروع القانون المتضمن إجراءات إمكانية تجنيد العسكريين الاحتياطيين، والاستعانة بهم، في كل الظروف، أعطى إشارة خضراء باعتماد تدريس اللغة الإنجليزية بداية من مرحلة الابتدائي.



الرئيس تبون يأمر الحكومة بإعادة النظر في فحوى قانون المالية 2022

أمر رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، اليوم الأحد، بإعادة النظر في فحوى قانون المالية 2022 وفق نظرة واقعية وعقلانية، تحافظ على التوازنات المالية الكبرى للدولة، وتأخذ بعين الاعتبار سدّ فراغ قلّة الموارد، بناء على آثار قانون المالية 2022، وتخفف الأعباء، ذات الصلة بالإجراءات التي اتخذتها الحكومة.

LOI DE FINANCES COMPLÉMENTAIRE

Tebboune ne veut aucune nouvelle taxe

Le président de la République n'est visiblement pas satisfait de la mouture portant avant-projet de loi de finances complémentaire pour l'année en cours.

Mohammed K. - Alger (Le Soir) - Président, hier dimanche, une réunion du Conseil des ministres, Abdelmadjid Tebboune n'a pas manqué, comme à ses habitudes, de décliner ses remarques au sujet des avant-projets de loi présentés à l'occasion. À leur tête celui portant sur la loi de finances complémentaire pour l'année en cours, dont il a tout simplement invité le gouvernement à revoir la mouture présentée, avec une «vision réaliste et raisonnable», avec «maintien des grands équilibres financiers» du pays, et prise en compte de la nécessité de combler le manque de ressources, en fonction des effets de la loi de finances 2022, et alléger les charges liées aux mesures entreprises par le gouvernement.

Aussi, il s'agit, a insisté le chef de l'État, à ce que ce texte «ne comprenne aucune nouvelle taxe et n'affecte en aucune manière la structure des prix actuelle afin de préserver le pouvoir d'achat et les acquis sociaux consacrés par l'État au profit du citoyen».



Autre directive de Tebboune concernant toujours cet avant-projet de loi de finances complémentaire pour l'année en cours, tout faire pour que les citoyens à faible et moyen revenus ne soient pas la frange qui paie le plus d'impôts.

Autre avant-projet de loi et autres réserves et remarques du président de la République, celui portant sur les associations.

À ce sujet, Tebboune a invité le gouvernement à enrichir le texte, en lui accordant une grande importance de par le fait qu'il régit le paysage associatif, dans le sens d'approfondir le processus démocratique. Ce qui nécessite, selon lui, son enrichissement de manière à éviter de rééditer

les mauvaises expériences du passé et les mauvaises interprétations en clarifiant et en précisant les modalités et les conditions de constitution d'associations.

Concernant le projet de loi présenté par le ministère de la Défense nationale portant sur les réservistes de l'Armée nationale populaire, le chef de l'État s'est d'abord félicité du contenu du texte qui traduit clairement la vision prospective visant la défense et la protection des intérêts suprêmes du pays. Avec, donc, cette perspective de mobiliser les réservistes de l'ANP en toute circonstance dans le sillage de la cohésion nationale qui dicte la défense du moindre recoin du territoire national. Au sujet du projet de loi sur les éner-

gies renouvelables, le président de la République a affirmé que l'Algérie, avec ses atouts humains et ses capacités naturelles et financières, œuvre à la diversification des sources d'énergie, celles propres notamment.

Ce qui donne, selon lui, la possibilité aux entreprises émergentes de pénétrer ce créneau, à travers la sous-traitance dans diverses disciplines.

Il s'agit également de s'orienter selon un programme réfléchi pour la production d'hydrogène vert et de l'énergie solaire, et d'exclure le foncier agricole se situant dans les périmètres stratégiques d'exploitation dans les projets des énergies renouvelables.

M. K.

IL SERA INSTALLÉ AUJOURD'HUI

Tout sur le Conseil supérieur de la jeunesse

Le Conseil doit participer à la prévention et à la lutte contre toutes les formes de discrimination, les discours haineux, le régionalisme et l'intégrisme ; des fléaux qui ont pris de l'ampleur ces dernières années.

Karim Aimeur - Alger (Le Soir) - Organe consultatif créé en vertu de la Constitution de 2020, placé auprès du président de la République, le Conseil supérieur de la jeunesse, qui regroupe des représentants de la jeunesse et du gouvernement et des institutions publiques en charge des questions de la jeunesse, sera installé aujourd'hui lundi par le chef de l'État, à Alger.

Quelles seront, alors, ses missions et ses attributions ? Dans son article 215, la loi fondamentale explique que cet organe consultatif formule des avis et des recommandations au sujet des questions relatives aux besoins de la jeunesse ainsi qu'à son épanouissement dans les domaines économique, social, culturel et sportif. Le Conseil contribue également à la promotion, au sein de la jeunesse, des valeurs nationales, de la conscience patriotique, de l'esprit civique et de la solidarité sociale.

Les attributions, la composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil

supérieur de la jeunesse sont explicités dans le décret présidentiel 21-416 du 27 octobre 2021.

Ainsi, cet organe est chargé, en plus des deux attributions fixées par la Constitution, de participer à la conception, au suivi et à l'évaluation du Plan national jeunesse, ainsi que des politiques, des stratégies, des programmes et des dispositifs publics y afférents, tout en favorisant l'esprit de citoyenneté, le volontariat et l'engagement des jeunes vis-à-vis de la société et en leur inculquant la culture démocratique, ainsi qu'en appuyant leurs capacités pour l'accès aux responsabilités et leur participation à la prise des décisions publiques.

Il est aussi attendu de lui d'encourager la participation des jeunes à leur implication dans le développement politique, économique et social du pays et de contribuer au développement du mouvement associatif de jeunesse, ainsi qu'au renforcement de ses capacités.

Le Conseil doit, en outre, participer à la prévention et à la lutte contre toutes les formes de discrimination, les discours haineux, le régionalisme, l'intégrisme et les fléaux sociaux au sein de la jeunesse.

Parmi ces attributions, figurent également la promotion de la mobilité des jeunes et leur accès à la culture, au sport et aux loisirs et encourager le développement de la communication, de l'informa-

tion et de la recherche sur la jeunesse, ainsi que les échanges entre les jeunes résidant à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Il doit formuler des avis sur les projets de textes législatifs et réglementaires relatifs à la jeunesse et proposer les mesures susceptibles d'améliorer le dispositif juridique y afférent et initier des actions de coopération et d'échange des bonnes pratiques avec les organisations et institutions étrangères et internationales ayant des objectifs similaires.

Le Conseil est constitué de 348 membres âgés de 18 à 35 ans, dont 232 élus au titre de la représentation des jeunes des wilayas, 34 autres au titre des représentants des organisations et associations de jeunesse ou œuvrant en direction de la jeunesse, locales et nationales, 16 autres au titre de la représentation des jeunes de la communauté nationale résidant à l'étranger et autant (16) au titre de la représentation des étudiants et des organisations estudiantines.

10 autres sont désignés par le président de la République.

Selon le même texte, les membres du Conseil exercent, à titre gracieux, un mandat de 4 années non renouvelable, en bénéficiant, toutefois, d'indemnités en compensation des frais engagés dans le cadre de l'exercice de leurs missions.

K. A.

PRIX DU PÉTROLE

Les raisons de l'alternance entre le haut et le bas

Pas plus de 72 heures ont suffi au prix du baril de pétrole pour alterner entre le bon et le mauvais côté de la barre. Les raisons avancées par les analystes et autres spécialistes des questions de l'énergie en général et du marché pétrolier en particulier ce sont, d'abord, les mornes perspectives économiques mondiales puis, l'avenir immédiat de l'entente entre les pays de l'Opep et leurs alliés dans Opep+, après la fin de l'accord en août.

Après être de nouveau montés, mardi dernier, à des niveaux élevés en accrochant 123,90 dollars le baril pour le Brent de la mer du Nord et 122,50 dollars pour le WTI, portés par les chiffres de l'Opep qui non seulement n'a pas augmenté sa production comme convenu pour le mois de mai, mais sa production a en fait diminué, selon le dernier rapport mensuel sur le marché pétrolier de l'Opep publié mardi et repris par de nombreuses publications de par le monde. Selon ses propres chiffres, l'Opep a produit un total de 28,508 millions de barils par jour (bpj) en mai, soit une baisse de 176 000 bpj par rapport à avril 2022. La raison de la baisse est la baisse de la production en Guinée équatoriale (-2 000 bpj), au Venezuela (-2 000 bpj), en Iran (-20 000 bpj), L'Irak (-21 000 bpj), le Gabon (-32 000

bpj), le Nigeria (-45 000) et surtout la Libye (-186 000 bpj), selon les sources secondaires de l'Opep. Des pertes de production compensées dans une certaine mesure par respectivement l'Arabie Saoudite avec une augmentation de sa production de 60 000 bpj, les Emirats arabes unis, qui ont enregistré une augmentation de 31 000 bpj, et le Koweït, qui a enregistré une augmentation de 27 000 bpj.

Se maintenant tant bien que mal entre 119 et 120 dollars le baril de Brent, les prix du pétrole se sont mis à tanguer avant de boucler la journée de jeudi sur une légère hausse pour afficher 119,81 dollars pour le Brent dans une atmosphère générale marquée par les nouvelles annonçant presque sans la moindre réserve une récession économique mondiale. Une journée de jeudi qui s'annon-

çait comme le prélude à un lendemain pas très enchanteur pour le marché pétrolier notamment. C'est en effet sur une dégringolade que la semaine a été bouclée, vendredi, avec une perte de plus de 5,5% pour le Brent qui affichait 113,12 dollars le baril, alors que sur le marché américain, le WTI faisait encore pire avec ses 6,8% de perte, se vendant à 106,56 dollars. «Les craintes de récession et des indicateurs décevants aux États-Unis, dans un contexte de resserrement des taux d'intérêt par les banques centrales», ont été les raisons avancées pour expliquer cette chute. Des raisons qui viennent en somme s'ajouter à l'incertitude née des spéculations allant bon train sur le devenir immédiat de l'alliance Opep+.

Plusieurs publications occidentales se sont mises à rapporter ces derniers jours des informations sur la réflexion engagée par les délégués qui «tentent de décider quoi faire lorsque le pacte de production de pétrole prendra fin en août», comme le rapportait Bloomberg, entre autres, vendredi. La relation de l'Opep+ avec la Russie dont elle est un membre influent, il faut le rappeler, a été déjà plus ou

moins balayée par l'autre membre à forte influence de l'alliance, l'Arabie Saoudite, qui rétorquait il y a quelques semaines déjà aux Occidentaux en soutenant que «l'Opep+ n'est pas une alliance politique, mais de gestion du marché du pétrole» et la Russie est une partie intégrante du pacte. Et puis il y a cette raison fréquemment citée ces dernières semaines et qui concerne le «cas» libyen. «La Libye représente un risque d'approvisionnement majeur qui pourrait faire monter les prix encore plus haut», a prédit la semaine dernière un spécialiste de la finance sur le site spécialisé Oil Price, pour évoquer un producteur majeur dont les hauts comme les bas dans la production impactent le marché dans une grande mesure. Il faut savoir que notre voisin de l'Est a de quoi participer à influencer sur la courbe des prix, comme le rappelait d'ailleurs le même financier sur Oil Price. En effet, même jusqu'à la fin des plus récents blocages majeurs de la production de ses champs occidentaux et de ses ports orientaux, la Libye produisait environ 1,2 million de bpj.

Azedine Maktour

LOI DE FINANCES COMPLÉMENTAIRE

Un outil d'ajustement

Des économistes estiment que recourir à une loi de finances complémentaire 2022 (LFC) est devenu vital. Pour bien des raisons : augmentation des prix du pétrole, mesures du chef de l'Etat portant gel de tous les impôts et taxes sur certains produits alimentaires de large consommation ainsi que des dépenses nouvelles. L'analyste et expert économique Abdelkader Berriche estime qu'une loi de finance complémentaire peut intervenir pour apporter des corrections par rapport à la situation économique et financière de la loi de finances initiale. Il ajoute que plusieurs mesures ont été prises depuis le vote de la loi initiale, notamment la révision à la hausse du point indiciaire dans la Fonction publique, le gel des taxes de la LF-2022, l'allocation chômage dont l'incidence financière n'est pas prise en charge par la loi de finances initiale. «La mise en œuvre de LFC a pour objet d'entériner ces mesures pour leur donner un cadre légal», affirme-t-il. En effet, le président Tebboune avait ordonné, le 13 février dernier

lors d'un Conseil des ministres, le gel de tous les impôts et taxes sur certains produits alimentaires de large consommation, notamment les taxes prévues dans la loi de finances 2022, afin de protéger le pouvoir d'achat des citoyens. Tebboune a décidé aussi «la suppression de tous les impôts et taxes sur le commerce électronique, notamment les téléphones portables, les matériels informatiques à usage personnel et les start-up. L'expert ne croit pas que le gouvernement change le prix référentiel du baril du pétrole fixé à 40 dollars. «Le gouvernement a toujours opté pour la prudence concernant les prix du pétrole. Je ne pense pas que le gouvernement adopte un nouveau prix référentiel. Dans le cas échéant, cela ne serait pas sans risque au vu de l'instabilité et des fluctuations du marché mondial du pétrole», explique-t-il. Berriche n'est pas de ceux qui estiment qu'élaborer deux lois de finances en une seule année est une preuve de manque de vision et de prospection de la part du gouvernement. Selon lui, une loi de finances complé-

mentaire est vitale pour mettre en place un programme d'action qui vise à corriger un déséquilibre conjoncturel et des anomalies de la loi initiale. «Il ne faut pas avoir peur de la flexibilité. C'est un gage de clarté d'une gestion des finances publiques pour un bon fonctionnement des institutions gouvernementales. Lorsque la situation l'oblige, faire appel à une loi de finances complémentaire est l'une des solutions du gouvernement pour faire face à de nouvelles dépenses et à une nouvelle conjoncture économique», dit-il.

L'expert en finances Souhil Meddah abonde dans le même sens. Il indique que la loi de finances peut être additive ou rectificative avec pour but la modification des dispositions du texte initial en fonction du contexte économique. Il cite l'exemple du prix de référence du baril de pétrole fixé à 45 dollars alors qu'actuellement, l'or noir dépasse les 100 dollars. L'expert fait remarquer que le cours de l'or noir est nettement en hausse par rapport aux prévisions de 2022. Il y voit une opportu-

313
nité d'engager des dépenses nouvelles afin de corriger le long rythme d'activité actuel. Il s'attend à ce que la loi de finances complémentaire engage des dépenses nouvelles, particulièrement pour ce qui est du budget d'équipement. Selon lui, on peut aussi recourir à une LFC s'il y a nécessité d'aller vers des dépenses publiques exceptionnelles. «La LFC vient soit pour corriger, ajuster ou ajouter des paramètres nouveaux. Elle peut aussi être utilisée pour entériner des décisions déjà prises», explique-t-il. Et d'ajouter : «Si l'Etat décide d'introduire de nouvelles primes, envisage des dépenses nouvelles, celles-ci doivent être confirmées par la LFC.» Enfin, Meddah rappelle qu'une loi de finances n'est pas un document stratégique, mais un mode d'emploi pendant une période déterminée. Selon lui, recourir à une LFC n'est jamais perçu comme un manque de visibilité dans la conception des finances publiques, mais plutôt une manière de corriger et ajuster ces dernières.

■ Amokrane Hamiche

الرئيس تبون يأمر بإعادة النظر في مضمون قانون المالية التكميلي لا ضرائب جديدة ولا مساس بالأسعار

أمر رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون الحكومة أمس بإعادة النظر في قانون المالية التكميلي للسنة الجارية 2022، وأسدى في اجتماع مجلس الوزراء أوامر بـ "الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن والمكاسب الاجتماعية، من خلال تجنب إدراج أي ضرائب جديدة"، كما أمر بإشراء قوانين تتعلق بالدفاع الوطني والتربية والطاقات المتجددة، وتدابير حول موضوع الذاكرة.

مراجعة قانون الأستاذ والمنظومة التربوية

ونال قطاع التربية الوطنية حيزا هاما في الاجتماع الرفيع للحكومة، خاصة ما تعلق بمراجعة البرامج التعليمية والكتاب المدرسي، حيث جدد رئيس الجمهورية، حسب ذات المصدر، "عزمه على مراجعة قانون الأستاذ تنفيذا لالتزاماته في إطار إصلاح المنظومة التربوية"، مشددا على ضرورة مراجعة البرامج التعليمية، بالاهتمام، بالروح التربوية، منهاجا، كون أجيالنا من المتفوقين منذ الاستقلال، وفي مختلف التخصصات".

وتم أيضا اعتماد "منع مراجعة البرامج التعليمية خلال المواسم الدراسية منعا باتا"، على أن تكون المراجعة وفق أهداف مسطرة ومحددة، تعتمد بالأساس على نتائج التعليم التربوي، مع تحديد رزنامة لا تقل عن عامين أو ثلاثة لتنفيذها.

الانجليزية في الطور الابتدائي

ومن توجيهات الرئيس تبون أيضا اعتماد اللغة الإنجليزية بدءا من الطور الابتدائي، بعد دراسة عميقة للخبراء والمختصين.

بالموازاة مع ذلك تقرر إطلاق ضوري لاستشارة وأسمعة بين الفاعلين في قطاع التربية، للخروج بتظرة موحدة حول ظاهرة نقل المحفظة المدرسية، واعتمادها مباشرة.



رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون

المتجددة، نقل البيان تأكيد الرئيس أن الجزائر، بامتلاكها للمؤهلات والقدرات الطبيعية والمالية، تعمل على تنويع مصادر الطاقة، لا سيما النظيفة منها، ما يفتح المجال أمام المؤسسات الناشئة لاقتحام هذا المجال، من خلال المناولة، في مختلف التخصصات، ومنه صدرت توجيهات بـ "التوجه وفق برنامج مدرّوس لإنتاج الهيدروجين الأخضر والطاقة الشمسية، مع استثناء العقارات الفلاحية الواقعة ضمن النطاقات الاستراتيجية من الاستغلال في مشاريع الطاقات المتجددة". وعن التحضيرات لاحتفالات الذكرى 60 لاسترجاع السيادة الوطنية، أوصى الرئيس بمنح الذكرة مكانتها اللائقة بأبعادها الوطنية، وذلك بيعث المسابقات ذات البعد الوطني في الأوساط التربوية، لترسيخ الروح الوطنية بطريقة بيداغوجية، بالتنسيق بين وزارات المجاهدين والتربية والتعليم العالي والتكوين والثقافة.

أحمد حمداني

● خلال ترؤسه لاجتماع مجلس الوزراء أمس، أمر الرئيس تبون، وفقا لما أورده بيان لرئاسة الجمهورية، بإعادة النظر في فحوى قانون المالية لسنة 2022 "وفق نظرة واقعية وعملانية، تحافظ على التوازنات المالية الكبرى للدولة، وتأخذ بعين الاعتبار سدّ فراغ قلة الموارد، بناء على أثار قانون المالية 2022، وتخفيف الأعباء ذات الصلة بالإجراءات التي اتخذتها الحكومة".

وشدد الرئيس بذات المناسبة على ألا يتضمن قانون المالية التكميلي 2022 أي ضريبة جديدة.

ويخصوص قانون المالية التكميلي، حرص الرئيس على "الأبى بأى شكل من الأشكال بتركيبه الأسعار المعتمدة حاليا، حفاظا على القدرة الشرائية والمكاسب الاجتماعية التي أقرتها الدولة لقائدة المواطنين"، ومن توجيهات تبون أيضا "الأبى يكون ضعيفو ومتوسطو الدخل هم الفئة الأكثر دفعا للضرائب".

تجنيد العسكريين الاحتياطيين

ويعد أن ناقش مجلس الوزراء مشروع قانون يتعلق بالاحتياط العسكري، نقل البيان الرئاسي أن الرئيس عبد المجيد تبون، بصفته القائد الأعلى للقوات المسلحة وزير الدفاع الوطني، "ثمن عاليا فحوى مشروع القانون المقدم من وزارة الدفاع الوطني، لما يحمله من رؤية استشرافية، حماية

للمصالح العليا للوطن، بإمكانية تجنيد العسكريين الاحتياطيين والاستعانة بهم في كل الظروف، وفي إطار اللحمة الوطنية التي تقتضي الذود والدفاع عن كل شبر من التراب الوطني".

ضرورة تفادي تجارب "جمعية سينة" سابقا

أما ما تعلق بمشروع قانون الجمعيات المدرج ضمن جدول أعمال المجلس، فقد وجه رئيس الجمهورية الحكومة لإثراء مشروع القانون وإيلائه الأهمية البالغة لهذا القانون المنظم للمشهد الجمعي، تعميقا للمسار الديمقراطي، ما يقتضي إثراء مشروع القانون ومراجعته بشكل يستوجب تفادي التجارب السيئة التي شهدتها الجزائر.

وأمر الرئيس في هذا الشأن بضرورة "توضيح وتدقيق كيفيات وشروط إنشاء الجمعيات، بشكل لا يدع أي مجال للتساؤلات والقراءات المختلفة في مضمون القوانين"، وحول الطاقات

رئيس الجمهورية يشرف اليوم على تنصيب المجلس الأعلى للشباب

إسماع صوت الشباب وإشراكهم في صنع القرار

■ هذه مهام و"صلاحيات" المجلس..
وهكذا يتم اختيار مندوبيه

■ المجلس يتشكل من 348 عضواً يمارسون
عهدتهم 4 سنوات غير قابلة للتجديد

■ الرئيس عين مؤخرًا مصطفى
حيد اوي رئيساً لهذه الهيئة

المجلس بشكل "عميق" لتضمينه كل الأليات الكفيلة بجعل هذا الصرح بمثابة "فضاء خصص وبني مصداقية لتمثيل الشباب وتحفيز قدراتهم على تولي المسؤوليات العامة وترسيخ ثقافة الديمقراطية لديهم .

ولدى رئاسته اجتماعاً سابقاً لمجلس الوزراء، شدد الرئيس تبون على ضرورة أن يكون المجلس الأعلى للشباب بمثابة "برلمان حقيقي" لهذه الشريحة من المجتمع ومثلثة للتكوين السياسي، خاصة الجامعيين منهم ليشاركوا "كفلا في صناعة القرارات العصرية للبلاد". كما أعطى تعليمات بضرورة إتضاع أليات ضبط تشكيلة المجلس لنزاعي والدرجة الأولى التكوين الحقيقي دور الشباب وتعزيز مكانته، ليكون فاعلاً أساسياً في تسيير الشؤون العامة، حيث أكد في مناسبات سابقة أن المجلس الأعلى للشباب سيكون "مembra للإشراك الشباب في اتخاذ القرارات التي تخصهم"، معتقداً أن الجزائر "كخسند على صالتمعزيز به من حيوية شبابها الذين يعدون ثروتها الحقيقية". وسما الرئيس تبون إلى إغتيال خطابات كل من يحاول بث البأس وإحباط عزيمة شباب الجزائر، داعياً بإهمهم إلى "اتمسك بالأمل في جزائر مسفرة ومستقبل واعد".

الشباب، ويخضع الترشح لعضوية المجلس إلى عدد من الشروط منها التمتع بالجنسية الجزائرية وأن يتراوح السن من 18 إلى 35 سنة وللمتتع بالعقود المدنية والبات مستوى تعليمي.

كما يتعين على المعني عدم ممارسة مسؤولية انتخابية على مستوى أجهزة و/أو هيئات حزب سياسي وعدم ممارسة مهنة انتخابية أو تمثيلية في هيئة استشارية أو تمثيلية و/أو منتخبة وطنية أو محلية. ويجتمع المجلس في دورة عادية مرتين في السنة بناء على استدعاء من رئسته كما يمكنه الاجتماع في دورة غير عادية، بناء على استدعاء من رئسته أيضاً علماً أنه يرفع آراءه ونوصياته وتقاريره السنوي إلى رئيس الجمهورية. وتعود رئاسة المجلس الأعلى للشباب إلى شخص يعين من قبل رئيس الجمهورية ويساعده 4 نواب ينتخبون من بين أعضاء الجمعية العامة لعهدتها سنة واحدة غير قابلة للتجديد. مع احترام مبدأ المناصفة. ويجسد التنصيب الرسمي لهذه الهيئة أحد أهم الالتزامات 54 التي تعهد بها الرئيس تبون أمام الشعب الجزائري وعرضه شخصياً على تنفيذها في وقت وجيز، كما يندرج ضمن أولويات الإصلاح السياسي والاقتصادي والمحفم. وقد كلف رئيس الجمهورية الحكومة في عدة مناسبات بدراسة مشروع تحديد مهام وتنظيم هذا

أوساط الشباب ومكافحتها والمساهمة في تطوير وتحسين نوعية التربية والتعليم والتكوين لقائدة هذه الفئة. ويتم من خلال هذا المجلس إشراك الشباب في الإلتعاق في البلاد في تجديد تاريخها وتقديم آراء حول مشاريع النصوص التشريعية والتنظيمية المتعلقة بالشباب.

ويتشكل المجلس الأعلى للشباب من 348 عضو يمارسون عهدتهم لمدة 4 سنوات غير قابلة للتجديد ولتميز بالمناصفة بين الجنسين (222 عضو منتخب بعنوان تمثيل شباب الولايات و 126 عضواً بعنوان ممثلي المنظمات والجمعيات الشبابية أو تلك الناشطة تجاه الشباب المحلية منها الوطنية. يعيّنهم الوزير المكلف بالشباب). كما يتشكل أيضاً من 16 عضواً بعنوان تمثيل شباب الجالية الوطنية المقيمة بالخارج، يعيّنهم الوزير المكلف بالشؤون الخارجية و 16 آخرين بعنوان تمثيل الطلبة والمنظمات الطلابية، يعيّنهم الوزير المكلف بالتعليم العالي وكذا 10 أعضاء بعنوان تمثيل المترشحين والمتمننين وثلامتجد التكوين المهني، يعيّنهم الوزير المكلف بالتكوين المهني و 10 أعضاء يمثلون جمعيات شباب ذوي الإعاقة يعيّنهم الوزير المكلف بالتشاملن. كما تضم القائمة 10 أعضاء آخرين يعيّنهم رئيس الجمهورية على أساس كفاءتهم وخبرتهم في المجالات المتعلقة بالشباب و 20 آخرين بعنوان الحكومة والؤسسات العمومية المكلفة بشؤون

يشرف رئيس الجمهورية، السيد عبد الجيد تبون، اليوم، على تنصيب المجلس الأعلى للشباب. وذلك بعد أيام فقط من تعيينه السيد مصطفى حيد اوي رئيساً لهذه الهيئة، التي تأسست بموجب مرسوم رئاسي صدر بتاريخ 27 أكتوبر 2021، طبقاً لأحكام دستور 2020.

ي. من ويعتبر المجلس الأعلى للشباب هيئة استشارية توضع لدى رئاسة الجمهورية، مهمتها تقديم آراء واقتراحات حول دور الشباب في مختلف المجالات الاقتصادية والاجتماعية والثقافية والرياضية، مع إشراكه في صنع القرار. كما يساهم في ترقية القيم الوطنية والشعر الوطني والحنس المدني والتضامن الاجتماعي في أوساط الشباب، حيث يشترك بهذه الصفة في تصميم المخطط الوطني للشباب وكذا السياسات والامثرائيجيات والبرامج والأجهزة العمومية المتعلقة بالشباب. ويكلف أيضاً بتشجيع روح المواطنة والشعور والزام الشباب تجاه المجتمع، علاوة على تشجيع مشاركتهم في الحياة العامة والسياسية وإشراكهم في تنمية في شتى أبعادها. ويأخذ الدور المنوط بهذه الهيئة امتدادات أخرى، كونه يشمل أيضاً المشاركة في أوقاية من كل أشكال التمييز وخطابات الكراهية والجهوية والتطرف والأفان الاجتماعية في

رؤساء كتل برلمانية يدلون بتوقعاتهم لـ "المساء"

هذه سيناريوهات "ترسيم" قانوني المالية التكميلي والاستثمار

لا يستبعد عدد من نواب المجلس الشعبي الوطني، على غرار المنتميين إلى كتلتي حركة مجتمع السلم وحركة البناء الوطني إمكانية تمرير مشروع قانون المالية التكميلي لسنة 2022، الذي طرح أمس للنقاش على مستوى مجلس الوزراء، بأمرية رئاسية، خلال العطلة البرلمانية، بالنظر إلى قرب إختتام الدورة. وقد تشمل العملية كذلك، مشروع قانون الإستثمار. مستبعدين تمديد الدورة البرلمانية للنظر في هذين النصين. فيما أظهر رئيس الكتلة البرلمانية للأفلاق الجاهزية التامة لمناقشة النصين في حالة تمديد السيد رئيس الجمهورية للدورة البرلمانية.

شريعة عابد



أن "نواب الحزب في جاهزية تامة لمناقشة مشروع قانون المالية التكميلي لسنة 2022 ومشروع قانون الإستثمار وإثرائهما بالاقتراحات اللازمة، في حال تم تمديد الدورة الحالية، وهو القرار الذي يبقى من الصلاحيات الدستورية الكاملة للسيد رئيس الجمهورية حسب تقديراته للظرف الاستعجالي. وأشار تامري، في ذات الصدد إلى أنه في حال تمديد الدورة ستكون هناك فترة 15 يوما لاستكمال نقاش النصين".

في ذات السياق، يرى أحد إطارات المجلس الشعبي الوطني، أن كل المؤشرات تدل على توجه الحكومة لتمديد النصين عبر أمرية رئاسية، مع استبعاد اللجوء إلى تمديد الدورة، مبررا ذلك بحرص الرئيس على إبقاء النصين وخاصة مشروع قانون الإستثمار في الصيغة التي أعدتها الحكومة بعد مشاوراتها الواسعة التي فتحتها مع الخبراء والمختصين في الميدان، فضلا عن الطابع الاستعجالي للنصين.

لتسيير الشأن الاقتصادي والعالي واستكمال التدابير التشريعية الواردة في قانون المالية العادي ونقل الانشغالات والاقتراحات المتعلقة بالنصين.

وأكد أن النقاش الموجود على مستوى اللجنة الاقتصادية، لا يعني بالضرورة إحالة مشروع الاستثمار على جلسة نقاش عادية موسعة، وإنما هو للاستئناس برأي الخبراء في الموضوع فقط، مشيرا إلى أنه في حال إحالته على الجلسة للنقاش العام "وهو أمر مستبعد"، فإنه سيكون عبر صيغة المناقشة المحدودة.

خلافها لرأيي البرلمانيين السابقين، يعتقد رئيس الكتلة البرلمانية للأفلاق، سيد أحمد تامري، أن مشروع قانون الإستثمار أخذ مساره العادي، وهو حاليا على مستوى اللجنة الاقتصادية للنقاش، موضحا أن الأجل المتبقية من غمر الدورة يمكن أن تخضعه لصيغة المناقشة المحدودة. كما أكد المتحدث في تصريح للمساء،

في هذا الإطار، كشف أحمد صادق، رئيس الكتلة البرلمانية لحركة مجتمع السلم، في تصريح لـ "المساء" أمس، أن "الأجل المتبقية من عمر الدورة البرلمانية المزمع اختتامها يوم 3 جويلية القادم، وبمرجة مجلس الوزراء لمشروع قانون المالية التكميلي لسنة 2022، للدراسة للمناقشة في اجتماعه أمس الأحد، توحى بأن النص سيتم تمريره بأمرية رئاسية خلال العطلة البرلمانية، لأنه سيكون خارج المدة التي تستغرقها الإحالة العادية لمشاريع القوانين، من مجلس الوزراء إلى الحكومة ثم للبرلمان.. ومن مكتب المجلس إلى اللجنة المختصة ثم إلى الجلسة العامة..". وأضاف، أن مشروع قانون الإستثمار المعروض للدراسة على مستوى لجنة الشؤون الاقتصادية والصناعة والتجارة والتخطيط والتنمية، سيتم تمريره هو الآخر بأمرية رئاسية، خلال العطلة البرلمانية.

من جانبه، قال رئيس الكتلة البرلمانية لحركة البناء الوطني، كمال بن خلوف، أن مشروع قانون المالية التكميلي لسنة 2022، وكذا مشروع قانون الإستثمار، سيتم تمريرهما عبر أمرية رئاسية، حسب نص المادة 142 من الدستور التي تخول للسيد رئيس الجمهورية، صلاحية التشريع بالأوامر في المسائل العاجلة (شغور منصب رئيس المجلس الشعبي الوطني أو في حالة العطلة البرلمانية أو في الحالات الاستثنائية، بعد أخذ رأي مجلس الدولة).

واعتبر المتحدث أن التشريع بالأوامر في شأن مشروع قانون الإستثمار ومشروع قانون المالية التكميلي، سيحرم المؤسسة التشريعية من المساهمة في إثراء النصين، لاسيما وأنهما مهمان جدا

الرئيس تبون يترأس اجتماعا لمجلس الوزراء ويقرر:

إعادة النظر في قانون المالية التكميلي وفق نظرة واقعية وعقلانية

■ الحفاظ على القدرة الشرائية والمكاسب الاجتماعية للمواطنين ■ إثناء مشروع قانون الجمعيات ومراجعتنا لتضادي التجارب السيئة ■ تامين مشروع قانون يتعلق بالاحتياط العسكري ■ برنامج مدروس لإنتاج الهيدروجين الأخضر والطاقة الشمسية ■ منع مراجعة البرامج التعليمية خلال المواسم الدراسية معنا باتا ■ اعتماد اللغة الإنجليزية من الابتدائي بعد دراسة عميقة للخبراء

الأوساط التربوية لترسيخ الروح الوطنية بطريقة بيداغوجية، بالتنسيق بين وزارات المجاهدين والتربية والتعليم العالي والتكوين والثقافة.

بخصوص مراجعة البرامج التعليمية والكتاب المدرسي

- جدد رئيس الجمهورية عزمه على مراجعة قانون الأستاذ، تنفيذاً لالتزاماته، في إطار إصلاح المنظومة التربوية.

- شدد السيد الرئيس على ضرورة مراجعة البرامج التعليمية، بالاهتمام بالروح التربوية منهاجاً، كون أجيالاً من المتقنين منذ الاستقلال وفي مختلف التخصصات.

- منع مراجعة البرامج التعليمية خلال المواسم الدراسية معنا باتا.

- أن تكون المراجعة وفق أهداف مسطرة ومحددة تعتمد بالأساس على نتائج التعليم التربوي، مع تحديد رزمة لا تقل عن عامين أو ثلاثة لتنفيذها.

- اعتماد اللغة الإنجليزية، بدءاً من الطور الابتدائي، بعد دراسة عميقة للخبراء والمختصين.

- وجه السيد الرئيس بإطلاق فوري لاستشارة واسعة بين الفاعلين في قطاع التربية للخروج بنظرة موحدة حول ظاهرة ثقل المحافظة المدرسية واعتمادها مباشرة.

وفي الأخير، أقر مجلس الوزراء، إضافة رحلتين جويتين إلى دولة قطر ضمن رحلات الخطوط الجوية الجزائرية لتصبح ثلاث رحلات بدل رحلة واحدة في الأسبوع.

وفي ختام الاجتماع، تمت المصادقة على قرارات فردية تتعلق بتعيين وإنهاء مهام إدارات عليا في الدولة.



المعمدة حالياً، حفاظاً على القدرة الشرائية والمكاسب الاجتماعية التي أفرتها الدولة لفائدة المواطنين.

- ألا يكون ضعيفاً ومتوسط الدخل هم الفئة الأكثر دفماً للضرائب.

حول الطاقات المتجددة

- أكد السيد الرئيس أن الجزائر، بامتلاكها للمؤهلات والقدرات الطبيعية والمالية، تعمل على تنويع مصادر الطاقة، لإسماا النظيفة منها، ما يفتح المجال أمام المؤسسات الناشئة لافتتاح هذا المجال من خلال المناولة في مختلف التخصصات.

- التوجه وفق برنامج مدروس لإنتاج الهيدروجين الأخضر والطاقة الشمسية، استثناء المقارات الفلاحية الواقعة ضمن النطاقات الاستراتيجية من الاستغلال في مشاريع الطاقات المتجددة.

حول التحضيرات لاحتفالات الذكرى الستين للاستقلال

أوصى السيد الرئيس بمنع الذكرى مكانتها اللائقة بأبعادها الوطنية، وذلك ببعث المسابقات ذات العمد الوطني في

وشروط إنشاء الجمعيات بشكل لا يدع أي مجال للتأويلات والقراءات المختلفة في مضمون القانون.

حول مشروع قانون يتعلق بالاحتياط العسكري

- ثمن السيد الرئيس، عالياً، فعوى مشروع القانون المقدم من وزارة الدفاع الوطني، لما يحمله من رؤية استشرافية، حماية للمصالح العليا للوطن، بإمكانية تجنيد العسكريين الاحتياطيين والاستعانة بهم في كل الظروف وفي إطار اللحمة الوطنية التي تقتضي الذود والدفاع عن كل شبر من التراب الوطني.

حول قانون المالية التكميلي 2022

- إعادة النظر في فعوى القانون، وفق نظرة واقعية وعقلانية، تحافظ على التوازنات المالية الكبرى للدولة وتأخذ بعين الاعتبار صد فراغ قلة الموارد، بناء على آثار قانون المالية 2022، وتخفف الأعباء ذات الصلة بالإجراءات التي اتخذتها الحكومة.

- ألا يتضمن قانون المالية التكميلي 2022 أي ضريبة جديدة ولا يمس بأي شكل من الأشكال بتركيبية الأسعار

ترأس السيد عبد المجيد تبون، رئيس الجمهورية، القائد الأعلى للقوات المسلحة، وزير الدفاع الوطني، أمس الأحد، اجتماعاً لمجلس الوزراء، تناول بالدراسة والمناقشة والمصادقة مشروع القانون العضوي المتعلق بالجمعيات ومشروع قانون المالية التكميلي 2022، بالإضافة إلى عدد من العروض تخص عدة قطاعات، حسب ما أفاد به بيان لمجلس الوزراء، هذا نصه الكامل،

ترأس السيد عبد المجيد تبون، رئيس الجمهورية، القائد الأعلى للقوات المسلحة، وزير الدفاع الوطني، يوم الأحد 19 جوان 2022، اجتماعاً لمجلس الوزراء، تناول بالدراسة والمناقشة والمصادقة مشروع القانون العضوي المتعلق بالجمعيات ومشروع قانون المالية التكميلي 2022، بالإضافة إلى عدد من العروض المتعلقة بالطاقات المتجددة والتربية الوطنية والتحضيرات لاحتفالية الذكرى الستين للاستقلال.

ويعد الاستماع إلى عرض قدمه السيد الوزير الأول حول النشاط الحكومي في الأسبوعين الأخيرين، أسدى السيد الرئيس توجيهاته وأوامره التالية:

حول مشروع قانون الجمعيات

وجه رئيس الجمهورية الحكومة بإجراء مشروع القانون مع الأخذ بعين الاعتبار التوجيهات التالية:

- إيلاء الأهمية البالغة لهذا القانون المنظم للمشهد الجموعي، تمييزاً للمسار الديمقراطي، ما يقتضي إراء مشروع القانون ومراجعتنا بشكل يستوجب تضادي التجارب السيئة التي شهدتها الجزائر.

- ضرورة توضيح وتدقيق كيفيات



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉️ dc@mf.gov.dz

☎️ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



MFINANCES-CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger